

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

Beauvais, le 03/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



LES ENTREPOTS DE L'OISE

3 route de Choisy
60200 COMPIEGNE

Références : IC-R/0325/22-JUD
Code AIOT : 0005104634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2022 dans l'établissement LES ENTREPOTS DE L'OISE implanté 3 route de Choisy 60200 COMPIEGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES ENTREPOTS DE L'OISE
- 3 route de Choisy 60200 COMPIEGNE
- Code AIOT : 0005104634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Les Entrepôts de l'Oise est spécialisée dans l'exploitation d'entrepôts de stockage de matières combustibles. Le site de Compiègne a été autorisé et réglementé par arrêté préfectoral complémentaire du 09 mars 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 1er juin 2018 ;
- moyens de lutte contre l'incendie ;
- conditions de stockage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des stocks	AP Complémentaire du 09/03/2009, article 2	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 09/03/2009, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ecart simple n° 1 VI du 01/06/2018	AP Complémentaire du 09/03/2009, article 5	/	Sans objet
2	Ecart simple n° 2 VI du 01/06/2018	AP Complémentaire du 09/03/2009, article 4	/	Sans objet
5	Aménagement stockage	AP Complémentaire du 09/03/2009, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart majeure n'a été relevé lors de la visite d'inspection. Toutefois, des compléments doivent être apportés par l'exploitant afin de statuer sur la conformité des prescriptions contrôlées. De plus, cette visite a permis d'identifier la nécessité de mettre à jour les modalités de classement des installations du site au titre de la rubrique 1510 modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. En ce sens, l'exploitant s'est engagé à transmettre dans les plus brefs délais, un rapport à connaissance comprenant l'ensemble des informations réglementaires relatifs à son activité.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2009, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les entrepôts de stockage seront équipés avant le 31 mars 2009 d'exutoires de fumées à commande automatique et manuelle dont la surface utile de l'ensemble des exutoires ne sera pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Les cellules seront dotées d'écrans de cantonnement de fumées créant ainsi des cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les écrans de cantonnement seront réalisés en matériaux MO (y compris leur fixation), et stables au feu de degré un quart, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.</p> <p>Seront prévus au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile de chaque exutoire ne sera pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés.</p> <p>La commande manuelle des exutoires sera installée en 2 points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles seront facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 1er juin 2018, il a été constaté le respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2017 concernant l'installation d'exutoires de fumées dans les cellules 3 et 4 de l'entrepôt. Dans le rapport du 4 juin 2018, l'inspection des installations classées avait donc proposé de lever l'écart majeur issu de cette précédente inspection.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation de mise en demeure est rédigé en ce sens et joint en annexe 2 du présent rapport.</p> <p>Lors de cette précédente inspection, l'écart suivant avait été relevé: « d'après le plan du site, certains exutoires de fumée sont situés à moins de 7 mètres des murs coupe-feu, distance minimale d'éloignement. Le risque de propagation de l'incendie d'une cellule sur l'autre en raison de cette caractéristique doit donc être écarté ou faire l'objet d'une mesure compensatoire ».</p> <p>Lors de l'inspection du 20 juillet 2022, l'exploitant a indiqué avoir mis en place des membranes MO sur les pourtours des exutoires se situant à moins de 7 mètres des murs coupe-feu afin de limiter le risque de propagation d'un incendie d'une cellule sur l'autre. Les justificatifs suivants ont été transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - facture n°7615 du 7 mai 2021 de la société BASTO de la mise en place d'une bande de protection MO autour de 3 exutoires jusqu'au mur coupe-feu entre la cellule 2 et 3 ; - facture n°9008239 du 17 juin 2021 de la société SMAC de la mise en place d'une membrane MO sur le pourtour de l'exutoire situé entre la cellule 1 et 2 ; - des photos de l'installation réalisée, l'inspection ne pouvant pas se rendre sur les toits de l'entrepôt. <p>Ces mesures compensatoires seront actées lors de la rédaction du projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant, notamment, la mise à jour des rubriques ICPE suite à la modification de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (voir prescription sur l'état des stocks).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2009, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur au moins le demi périmètre de l'entrepôt. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum. [...]</p>
<p>Constats : Suite à la visite du site le 1er juin 2018, l'inspection a demandé à l'exploitant de « préciser si toutes les issues de l'entrepôt sont accessibles par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large ».</p> <p>Lors de sa réponse à l'inspection des installations classées le 20 juillet 2018, l'exploitant a répondu à cette demande en transmettant un tableau indiquant pour chaque cellule les caractéristiques de l'accès pompier correspondant. Celui-ci indique que l'accès d'urgence se fait par une bande continue imperméabilisée d'une largeur de 1,40 mètres minimum.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2009, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Ces documents sont tenus en permanence, de manière accessible, à la disposition des services incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Le stockage de matières dangereuses n'est pas autorisé dans l'ensemble des cellules de l'entrepôt. Constats : Pendant l'inspection, un état des stocks pour chaque cellule a été transmis rapidement par l'exploitant. Il a indiqué que l'état des stocks était mis à jour de façon hebdomadaire et consultable sur le réseau. Toutefois, celui-ci ne précisait pas les rubriques ICPE associées aux matières stockées ainsi que les unités réglementairement exigibles. Un suivi de la quantité stockée par rubrique est nécessaire afin que l'exploitant puisse se situer au regard de seuils définis dans son arrêté préfectoral d'exploitation. Il a également été rappelé à l'exploitant la nécessité de transmettre, dans les meilleurs délais, un porter à connaissance permettant la mise à jour des modalités de classement de ses installations au titre de la rubrique 1510 modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. Par mail du 22 juillet 2022, l'exploitant a transmis un nouvel état des stocks dans lequel sont indiquées les rubriques ICPE et les quantités stockées (en m ³ uniquement) pour chaque cellule et sur l'ensemble de l'entrepôt. D'après les documents transmis, les quantités entreposées ne dépassent pas les capacités de stockage autorisées dans l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009. Lors du dépôt du dossier de porter à connaissance concernant l'antériorité de la rubrique 1510, l'exploitant s'assurera de transmettre l'ensemble des informations réglementaires relatif à son état des stocks. Lors de la visite de la cellule 1 et 4, l'inspection a constaté le stockage de matières dangereuses (aérosols et produits contenant des solvants) sans que la quantité présente n'atteigne le seuil de la déclaration. Or, l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2010 précise que le stockage de matières dangereuses n'est pas autorisé dans l'ensemble des cellules de l'entrepôt. Fait susceptible de suites : l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin de ne plus stocker de matières dangereuses sur son site. Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra les éléments attestant sa mise en conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2009, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - 4 poteaux incendie de diamètre 150, d'un débit unitaire de 90 m ³ /h minimum dont deux au moins ont un débit de 60 m ³ /h en fonctionnement simultané ; - une réserve d'eau de 330 m ³ ; - un système d'extinction automatique asservi à une réserve d'alimentation en eau de 400 m ³ . ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques et à proximité des dégagements. Ils sont visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des Robinets d'Incendie Armés sont répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.

L'exploitant doit justifier au Préfet de la disponibilité effective des débits d'eau.

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Constats : Le site est équipé de 4 poteaux incendie privés et alimentés par le réseau de la commune. Le dernier contrôle de débit a été effectué le 7 juillet 2022 (facture à l'appui). L'exploitant s'est engagé à transmettre le rapport d'intervention dès sa réception.

Dans l'attente de ces résultats, l'inspection a consulté le rapport de contrôle réalisé le 29 juin 2018 par la société SUEZ. A 1 bar pression, les résultats sont les suivants :

- PI n°1 : 206 m³/h ;
- PI n°2 : 204 m³/h ;
- PI n°3 : 207 m³/h ;
- PI n°4 : 168 m³/h ;
- en essai simultané, le PI n°1 possède un débit de 156 m³/h et le PI n°2 un débit de 163 m³/h.

Les résultats sont donc conformes.

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'une réserve d'eau incendie équipée de deux bouches d'aspiration situé au nord-ouest du site. L'exploitant a indiqué que cette réserve dispose d'un volume de 300 m³ d'eau.

Il a également été constaté une réserve d'eau au sud du site permettant d'alimenter les réseaux sprinkler. L'exploitant a indiqué que cette réserve dispose d'un volume de 650m³ d'eau. Il a précisé que chaque semaine une ronde est effectuée par un employé afin de contrôler le niveau des réserves à l'aide du marquage laissé par l'eau sur les bâches.

Fait susceptible de suites : aucun équipement n'est présent au niveau des réserves afin de vérifier le volume d'eau disponible. De plus, aucun document ne permet d'assurer la traçabilité de cette surveillance. Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra les éléments permettant de justifier :

- à tout moment du volume minimal exigée dans les réserves incendie ;
- la capacité de ces réserves.

Le rapport d'entretien triennal du système d'extinction automatique a été transmis par l'exploitant. Le contrôle a été réalisé le 30 mai 2022 par la société UXELLO. La facture n°9090020128 du 19 juillet 2022 concernant les travaux à réaliser suite aux anomalies détectées lors de ce contrôle a pu être consulté par l'inspection.

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des extincteurs et des RIA réalisé par la société CHUBB le 13 juin 2022. D'après la synthèse d'intervention, 5 extincteurs et un RIA de la cellule 3 présentent des défauts. L'exploitant a indiqué que les réparations sur ces équipements n'ont pas encore été réalisées.

Fait avec suite : dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra les devis signés concernant la réparation des 5 extincteurs et du RIA de la cellule 3.

Le plan des emplacements de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie a été transmis à l'inspection. Celui-ci témoigne :

- d'une répartition des extincteurs sur l'ensemble du site ;

- de Robinets d'Incendie Armés situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.
Les extincteurs et RIA observés lors de la visite du site étaient visibles et facilement accessibles.
Observations : Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de définir une périodicité de contrôle des poteaux incendie afin d'assurer un entretien régulier et de pouvoir justifier au Préfet de la disponibilité effective des débits d'eau. L'exploitant a indiqué s'engager à réaliser dorénavant un contrôle annuel des poteaux incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aménagement stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2009, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.</p> <p>Constats : Le respect des surfaces, des distances et des hauteurs de stockage a été vérifié par sondage et visuellement par l'inspection. Il n'a pas été observé de non-conformités (voir planche photographique en annexe 1).</p> <p>Toutefois, il a été constaté deux types de stockage dans les 4 cellules : en masse et en rayonnage. Or, l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2009 régit uniquement le stockage en masse.</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2009, les cellules 2, 3 et 4 possèdent un système d'extinction automatique incendie.</p> <p>Les modalités de stockage de l'entrepôt seront mises à jour lors de la rédaction du projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant, notamment, la mise à jour des rubriques ICPE suite à la modification de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet